

**Poursuivre l'exploration des relations macro-micro,
en ré-interrogeant
les notions de « mode de croissance » et de « modèle productif »**

Michel Freyssenet
CNRS, Paris
GERPISA, réseau international

À sa création, il y a plus de vingt ans, le GERPISA a mis explicitement l'exploration des liens macro-micro parmi ses objectifs. Le choix d'une branche d'activité comme terrain d'étude, en l'occurrence l'automobile, a été considéré alors comme un bon point d'observation et un bon niveau d'analyse pour identifier les liens entre le contexte sociétal et les pratiques des acteurs.

De fait, les travaux réalisés à ce jour par le réseau nous ont conduit à identifier deux conditions générales à la pérennité des firmes capitalistes : une condition macro et une condition micro. La condition macro-économique et sociétale serait la permissivité du « mode de croissance » national aux « stratégies de profit » des firmes. La condition micro serait la constitution d'un « compromis de gouvernement d'entreprise » entre ses acteurs leur permettant de trouver des moyens cohérents et acceptables pour mettre en œuvre la stratégie de profit choisie. Pas de « one best way » capitaliste donc, mais une diversité limitée et périodiquement renouvelée de « modèles productifs » (de valeur).

La thèse de la diversité limitée et renouvelée des modèles productifs est maintenant largement partagée au sein du GERPISA. En revanche, la caractérisation de ces modèles est toujours en débat ¹. Pour Robert Boyer et moi-même, un même mode de croissance national

¹ Freyssenet, Michel. « Origines et limites de la diversité des modèles productifs. Questions de recherche et d'organisation de la recherche », in Freyssenet, M., Lung, Y. (dir.), Actes de la Onzième Rencontre Internationale du GERPISA, "Les acteurs de l'entreprise à la recherche de nouveaux compromis ?", 11-13 juin 2003, Ministère de la Recherche, Paris, Cédérom.

permet un nombre limité de stratégies de profit, et une même stratégie de profit peut être mise en œuvre par plusieurs modèles productifs. Mais d'autres membres du GERPISA pensent, comme par exemple Ulrich Jurgens, que le contexte national est à ce point prégnant qu'il amène les entreprises à adopter des solutions communes, au moins en matière d'organisation productive et de relations salariale. D'autres encore pensent au contraire, comme par exemple Giuseppe Volpato ², que le contexte mondial, s'il a été surestimé au tournant du siècle, ne doit pas cependant être sous-estimé dans la construction des différents modèles productifs. Ce débat montre que nous avons à aller plus avant dans l'exploration des liens macro-micro. D'où le quatrième programme du GERPISA : « Variété du capitalisme et diversité des modèles productifs ».

Si nous conservons comme outils d'analyse temporaires les notions que nous avons élaborées jusqu'à présent, les questions auxquelles nous avons à répondre peuvent se formuler ainsi :

- comment les acteurs de l'entreprise sont contraints d'employer ou utilisent comme ressources les institutions et les politiques nationales et internationales pour trouver des moyens acceptables et cohérents avec la stratégie de profit choisie ?
- comment les compromis au niveau des firmes interviennent dans la construction des compromis nationaux et internationaux sur les sources de la croissance, les modalités de redistribution du revenu national ou régional, le rapport salarial en général, le droit commercial et le droit du travail, les politiques publiques, le code des investissements, etc.?

Est-ce que les typologies des nations aujourd'hui disponibles dans la littérature nous aident à répondre à ces questions ? À défaut, nous suggèrent-elles au moins des démarches qui nous permettraient d'y parvenir ? Est-ce que les notions de « mode de croissance » et de « modèle productif », que nous avons élaborées, tracent une voie d'exploration des liens macro-micro plus efficace ?

Dans une première partie, on examinera les tentatives de caractérisation des capitalismes et les impasses auxquelles elles conduisent. On montrera ensuite les limites des notions de « mode de croissance » et de « modèle productif », mais aussi la fécondité de la démarche qui a permis de les construire. Après avoir montré comment cette démarche s'est enrichie au cours de nos travaux, on en justifiera le réemploi pour élaborer une typologie plus rigoureuse des différents espaces politiques et économiques.

Dans la deuxième partie, on l'appliquera pour construire un schéma d'analyse de ce que nous appellerons dorénavant les « stratégies de croissance » et les « modèles sociétaux ». Ce faisant on explorera leurs liens avec les stratégies de profit et les modèles productifs des firmes.

Dans la troisième partie, on esquissera ce que pourrait être un plan de travail correspondant à cette démarche et à ce schéma d'analyse.

² Volpato, Giuseppe. « Automotive Industry Analysis and Theory. A Different Equilibrium Between 'Lean Production' and 'Productive Models' » in Freyssenet, M., Lung, Y. (dir.), Actes de la Onzième Rencontre Internationale du GERPISA, "Les acteurs de l'entreprise à la recherche de nouveaux compromis ?", 11-13 juin 2003, Ministère de la Recherche, Paris, Cédérom.

1. Stratégie de recherche et clarification conceptuelle

1.1. Le « bricolage modélisateur » et les « constellations statistiques » : apports et limites

Les tentatives faites pour identifier et caractériser les différents types de capitalisme consistent très souvent à faire apparaître des configurations institutionnelles suffisamment différenciées pour convaincre le lecteur de l'existence d'une diversité réelle, à partir de composantes supposées importantes pour tout capitalisme.

Le caractère évocateur des différences mises en évidence a eu le mérite d'ébranler les visions homogénéisantes du capitalisme, de remettre en cause les hypothèses de la convergence « spontanément » partagées par beaucoup et d'inviter à dépasser les insuffisances des grandes périodisations historiques. La façon de construire ces typologies présente toutefois des inconvénients majeurs qui empêchent l'idée de diversité au sein du capitalisme d'emporter complètement l'adhésion.

Il est en effet très difficile de trouver un consensus sur les composantes essentielles. Pourquoi par exemple privilégier l'innovation et pas le coût de la main d'œuvre ? pourquoi l'éducation et pas la technologie, ou vice-versa ? pourquoi le rapport salarial et pas la finance ? etc. Chacun a d'excellentes raisons de préférer telle ou telle composante. Des discussions sans fin s'enclenchent, cachant mal les présupposés des auteurs sur ce qu'ils considèrent de fait comme le moteur de l'histoire ou comme les facteurs universels de différenciation.

Une solution à cette difficulté est d'assumer pleinement ses choix en présentant les considérations théoriques qui ont conduit à les faire. La discussion se déplace alors à un autre niveau. Elle gagne en clarté et fait souvent progresser chacun dans sa perspective. Mais ce faisant elle a peu de chance de conduire à un accord sur l'enquête à mener, entre chercheurs ayant au départ des problématiques différentes. Il s'en suit dans le meilleur des cas des enquêtes parallèles, qui au final fournissent par construction des résultats différents.

Sauf à considérer que les sciences sociales n'ont de science que le mot, il faut bien que les chercheurs se décident à trouver des dispositifs de recherche permettant de dépasser avec le plus de clarté et de rigueur possibles les débats qu'ils ont.

À l'opposé de la démarche précédente, certains chercheurs, croyant encore pouvoir faire l'économie d'un schéma de questionnement préalable, considèrent, on le sait, qu'il est possible d'identifier des configurations sociétales incontestables en calculant les corrélations existantes entre le maximum de traits possibles, sans a priori de sélection. Mais, outre que les constellations obtenues sont dépendantes des informations disponibles et du nombre de cas pour établir des corrélations statistiquement crédibles, elles ne nous disent rien en elles-mêmes sur le sens à leur attribuer et sur leur stabilité. Et cela pour de nombreuses raisons, certaines bien connues et d'autres qui le sont moins.

La corrélation statistique entre deux phénomènes n'implique en elle-même, on le sait, aucun lien entre eux. Elle n'est au mieux qu'une invite à rechercher par l'enquête historique s'il existe effectivement un lien et quelle est sa nature. À l'inverse l'absence de corrélation statistique ne veut pas dire qu'il n'existe aucun lien. Pour prendre un exemple que les chercheurs du GERPISA connaissent bien : impossible aujourd'hui de trouver au niveau des entreprises une corrélation entre le juste-à-temps qu'elles disent pratiquer et la garantie

de l'emploi. Et pourtant ces deux traits sont des constituants essentiels de ce qui était le modèle toyotien.

La corrélation n'est en outre jamais totale. Qu'en est-il des cas où la corrélation ne se vérifie pas ou est imparfaite? On connaît les réponses toutes faites : période de transition, résistance au changement, variantes locales... sans qu'aucun argument sérieux ne puisse jamais être avancé. Plus on accroît le nombre de traits et la durée de la période considérée, plus les constellations deviennent floues. Le chercheur est alors conduit à introduire des pondérations et à choisir des périodes à ses yeux homogènes. Ce faisant il tombe sous le coup de la critique qu'il voulait précisément éviter : privilégier a priori certains traits.

Mais il y a plus décisif encore. Un modèle n'est pas affaire de corrélation statistique. Si nos analyses historiques sont correctes, le toyotisme n'a existé que dans une seule entreprise : Toyota, et seulement pendant une période qui s'est achevée en 1990. Un modèle se repère à sa cohérence, sa viabilité et son efficacité et non à la fréquence des cas censés le représenter.

Cela nous amène à une critique essentielle qui vaut aussi pour la première démarche. Les traits sélectionnés sont rarement homogènes. Pour reprendre l'exemple du juste-à-temps, nous savons que son contenu réel (étendu, niveau, intensité, formes, etc.) et son sens (les raisons pour lesquelles ce terme est employé par l'entreprise, les objectifs poursuivis, et les dispositifs effectivement mis en œuvre) peuvent être très différents d'une entreprise à l'autre. Les différences de dispositifs et d'objectifs qu'ils recouvrent sous la même appellation doivent conduire en toute rigueur à construire et à lui substituer des notions distinctes. Les catégories statistiques ou les notions « indigènes » ne peuvent être prises pour argent comptant, surtout quand on peut aisément vérifier qu'elles varient avec les modes managériales ou avec les orientations politiques qui prévalent dans la période considérée. Si le problème du contenu réel et du sens des moyens utilisés ne concernait que quelques-uns des traits, on pourrait imaginer qu'il serait encore possible de recueillir l'information et de bâtir des statistiques originales. Mais en fait, il se pose pour la quasi totalité des traits pris en compte. C'est donc généralement en renonçant à questionner l'information disponible et en procédant à un coup de force intellectuel que les auteurs construisent des modèles « évocateurs » et les résument par une formule.

Mentionnons une troisième démarche qui consiste à combiner les deux approches, les corrélations statistiques n'étant calculées que pour étayer, confirmer les modèles intuitivement repérés ou théoriquement construits. Au lieu de prendre ce qu'il y a d'intéressant dans les deux approches, elle en additionne les inconvénients : choix indécidable des composantes, corrélations qui ne sont la preuve de rien en tant que telles.

Conscient dès l'origine de ces difficultés méthodologiques et théoriques, le GERPISA a cherché à les surmonter. Une démarche originale en est résultée. Elle consiste, après la phase décisive de clarification des termes de la question en débat (par exemple le terme de modèle), à aborder et à analyser les faits de manière substantive (description du contenu réel des pratiques, des dispositifs, des institutions, au-delà des mots qui les désignent), historique (identification des problèmes successifs rencontrés afin de comprendre le sens de ces mêmes pratiques, dispositifs et institutions censés les résoudre ou les gérer) et systémique (analyse des conditions de possibilité et de viabilité des solutions mises en œuvre).

Cette démarche exigeante pour tous a permis la confrontation féconde entre disciplines, traditions scientifiques nationales et orientations théoriques différentes que l'on connaît. C'est la raison pour laquelle le GERPISA a pu ne jamais mettre d'autre condition pour en être membre que le travail de terrain et bien sûr le souhait de faire progresser le débat scientifique autrement que par l'affrontement stérile thèse contre thèse. La démarche gerpisienne a conduit au paradigme de la diversité limitée périodiquement renouvelée et à des outils d'analyse de la profitabilité des firmes et des pratiques des acteurs concernés. Ce faisant, cette démarche s'est enrichie.

Elle nous a fait découvrir comment les problèmes rencontrés et les solutions apportées par les acteurs se hiérarchisaient et s'ordonnaient en fonction d'un enjeu majeur qui les lie et les constitue à la fois. Cet enjeu majeur, qu'il est possible d'identifier empiriquement, devient alors un outil puissant pour ordonner l'enquête et le traitement des matériaux recueillis. Il permet en effet d'énoncer une série logique de questions successives et de faire apparaître ainsi les traits pertinents.

Regardons comment nous en sommes arrivés là. Nous verrons ensuite quelle usage nous pouvons faire de la démarche gerpisienne enrichie. pour explorer le plus efficacement possible les liens macro-micro.

1.2. Pertinence et insuffisance des notions de « mode de croissance » et de « modèle productif » et l'enrichissement de la démarche gerpisienne

La notion de « mode de croissance » a été construite en essayant de répondre à la question suivante. Quelles sont les conditions macro-économiques et sociétales nécessaires et suffisantes pour qu'une stratégie de profit soit pertinente ? Nous ne cherchions pas alors à élaborer une typologie des capitalismes. Tel n'était pas l'objectif. A posteriori cependant, il semble bien que la notion et surtout la méthode suivie ouvrent des pistes intéressantes.

En analysant finement les trajectoires des firmes automobiles et de leurs filiales, à travers des époques et des espaces différents, nous avons constaté que les conditions de possibilité des stratégies de profit identifiées concernaient d'un côté le marché des produits et de l'autre l'offre de travail. Chacune de ces stratégies exigeait un type de demande et un type de capacité de travail particuliers. La question devenait alors : dans quel contexte observe-t-on ces types de demande et ces types de capacité de travail ? Nous nous sommes aperçus qu'il fallait pour cela une structure des revenus et une structuration du travail qui dépendaient à leur tour du moteur de la croissance nationale (consommation, exportations, investissement) et de la forme de distribution du revenu national (dont nous avons fait une première liste en distinguant les formes 'coordonnée', 'concurrentielle', 'pénurique' et 'inégalitaire'). Les combinaisons observées et compatibles des moteurs de la croissance et des formes de distribution ont conduit à une typologie de ce que nous avons appelé les « modes de croissance ».

Si croissance et distribution influent aussi fortement sur le choix des stratégies des firmes capitalistes et de leurs acteurs, il est probable qu'elles soient pour eux un enjeu national majeur. Ce résultat est à la fois insuffisant et prometteur.

Il est insuffisant parce qu'il ne nous dit pas s'il en va de même pour l'ensemble de la communauté nationale. Par conséquent, il ne peut rien nous dire pour l'instant du cadre institutionnel, des politiques et des pratiques qui résultent de la confrontation entre tous les

acteurs nationaux, que ceux-ci relèvent de la sphère capitaliste, ou de la sphère étatique, marchande, associative, domestique, etc.. Or institutions, politiques, pratiques s'imposent à tous dès lors qu'elles font l'objet de compromis, d'accords, de lois, de règlements, de *modus vivendi*. Elles interviennent donc nécessairement dans le choix des moyens utilisés par chaque acteur dans sa sphère propre.

Cette insuffisance a eu des conséquences sur la notion de « modèle productif ». Bien que beaucoup plus élaborée que la notion de « mode de croissance », elle laisse à penser que les modèles productifs ne sont conditionnés par le contexte national qu'à travers les stratégies de profit qu'il autorise. Les moyens employés n'auraient d'autres déterminants que d'être cohérents avec la stratégie retenue et acceptables par les acteurs de l'entreprise. Elle ne nous dit rien sur la façon de trouver ces moyens cohérents et acceptables, si ce n'est que les acteurs concernés ne peuvent y arriver que par un compromis, que celui-ci soit explicite ou implicite, résultant d'une confrontation ou d'une évolution perçue a posteriori.

Or, les acteurs de l'entreprise n'agissent pas que dans leur entreprise. Ils agissent aussi nationalement, voire internationalement, à travers leurs organisations professionnelles, syndicales, politiques, religieuses, culturelles, à travers leur vote et leurs « mouvements sociaux ». Par ce biais, ils essaient notamment d'influer sur la place à accorder au secteur capitaliste par rapport aux autres secteurs, sur le moteur de la croissance et les formes de distribution, sur les relations internationales, sur les droits et devoirs de chacun selon le lieu et le moment où il se trouve, etc., et plus ou moins directement, sur les compromis acceptables légalement et socialement au niveau de l'entreprise.

Toutefois l'élaboration de la notion de « modèle productif » nous a permis d'enrichir considérablement la démarche *gerpisia*enne. L'analyse des trajectoires des firmes de l'industrie automobile et de leurs filiales, particulièrement des problèmes successifs qu'elles ont rencontrés nous a ramené inexorablement à une hypothèse raisonnable : l'enjeu majeur auquel les acteurs de l'entreprise étaient contraints de faire face était bien d'atteindre une profitabilité suffisante, sous peine de disparaître en tant qu'acteur collectif. L'enquête et le raisonnement logique nous ont fait découvrir que les firmes n'exploitaient pas les mêmes sources de profit et que l'exploitation de ces sources exigeaient des conditions particulières pour l'être. Dès lors une masse considérable d'informations de toutes natures, économique, sociologique, historique, etc., s'ordonnaient brusquement et permettaient de faire des constats très importants. Une nouvelle série de questions s'imposait alors. Est-ce que ces sources différentes de profit correspondaient à des phases nécessaires vers un optimum caractérisé par une exploitation d'égale intensité de toutes les sources, ou bien étaient-elles totalement ou partiellement incompatibles les unes avec les autres, et dès lors au fondement d'une diversité irréductible des stratégies d'entreprises? Est-ce que les conditions de possibilité des différentes sources de profit pouvaient être réunies dans tout pays capitaliste, ou bien ne l'étaient-elles que dans certains et pourquoi? On connaît la suite jusqu'au schéma d'analyse des modèles productifs.

Au point où nous en sommes, nous pouvons caractériser la « démarche enrichie » par une hypothèse, une méthode, une succession logique de questions d'enquête, des critères et un test. Nous pourrions l'appeler « *gerpisia*enne 2 », pour la distinguer de la démarche initiale, la « *gerpisia*enne 1 » !

- L'hypothèse est que les acteurs se mettent en action et en interaction quand ils ont à faire face à un enjeu qui leur est commun et dont ils ne peuvent pas s'abstraire en tant qu'acteur collectif.
- La méthode concerne l'identification de l'enjeu majeur qui lie les acteurs étudiés dans l'entité à laquelle ils appartiennent : entreprise, association, ménage, nation, etc. Elle consiste à analyser la trajectoire de l'entité en question (selon la démarche « gerpisienne 1 »), notamment les problèmes qu'elle a rencontrés pour se perpétuer, afin d'en dégager les conditions de sa pérennité et donc in fine l'enjeu qui lie ses acteurs
- Une succession logique de questions découle de cette identification. Quelles sont les stratégies des acteurs pour y faire face, compte tenu de leurs perspectives propres ? Quelles sont les conditions de possibilité de ces stratégies ? Quelles sont leurs exigences de mise en oeuvre ? Quels sont les moyens trouvés par les acteurs pour répondre à ces exigences ? Comment les ont-ils trouvés ? Quel compromis les acteurs ont-ils passé pour de fait les accepter ? etc. ³. La documentation de ces questions se fait par un constant va-et-vient entre données d'enquête et raisonnement logique.
- Les critères de viabilité de la configuration des moyens adoptés sont la permissivité du contexte à la stratégie choisie, la cohérence et l'acceptabilité des moyens employés pour satisfaire les exigences de sa mise en oeuvre.
- Le test est le résultat obtenu au regard de l'enjeu majeur (par exemple, dans le cas des entreprises capitalistes, la valeur réalisée au-delà du « point mort »).

Comme on le voit, la détermination d'un enjeu majeur pour les acteurs d'une entité quelconque a l'immense mérite d'ordonner l'enquête, de trier ce qui est pertinent de ce qui ne l'est pas par rapport à cet enjeu, de mobiliser des informations à tous les niveaux et dans tous les domaines, d'aider à comprendre le contenu des pratiques et dispositifs au-delà des mots utilisés pour les désigner, etc., bref de résoudre nombre de difficultés méthodologiques rencontrées par le « bricolage modélisateur » et les « constellations statistiques ».

Peut-on suivre cette démarche pour analyser les pays et leurs configurations nationales ? Comme toute entité sociale, une nation n'est pas éternelle. Elle est une forme historique du vivre ensemble dans une trajectoire qui n'est pas tracée d'avance. Il est donc des conditions internes et externes à sa pérennité. Se résument-elles en un enjeu ? Une nation n'est pas régie par un seul rapport social, comme le sont les entreprises capitalistes par le rapport capital-travail. Elle se caractérise même par l'articulation-confrontation de plusieurs sphères : capitaliste, étatique, marchande, associative, domestique, religieuse, etc.⁴. Il paraît

³ Que l'on ne s'y trompe pas. Le vocabulaire d'acteurs, de stratégies, de confrontations, de compromis, utilisés ici ne l'est que par facilité transitoire. Il va de soi que les acteurs en question ont une conscience limitée et déformée d'eux-mêmes, des raisons de leurs pratiques, de la situation qu'ils vivent, de la portée des compromis qu'ils passent et des accommodements qu'ils acceptent. Leurs actions n'en sont pas moins réglées par la logique du rapport social dans lequel ils sont impliqués et qui les instituent en tant qu'acteur (rapport capital-travail, rapport marchand, rapport administré, rapport associatif, rapport domestique, etc.)

⁴ Notons au passage que ce que nous cherchons à caractériser déborde la notion de capitalisme national. Le capitalisme n'est en effet stricto sensu qu'une des formes sociales existantes à côté du secteur public, de la petite production indépendante, de la production associative, coopérative, domestique, etc. La notion de capitalisme national est utilisée d'une manière approximative et extensive. Elle désigne en fait dans la littérature une configuration nationale complète englobant le secteur capitaliste et les autres secteurs plus ou

donc a priori difficile d'espérer dégager un enjeu à partir duquel nous pourrions analyser les trajectoires nationales.

Toutefois, nous sommes parvenus à un résultat plus important qu'il n'y paraît. Moteur de la croissance et forme de distribution sont bien pour la sphère capitaliste les enjeux nationaux majeurs, puisque les stratégies de profit en dépendent. Compte tenu de la place dominante prise par cette sphère, la nation est directement impliquée. Mais celle-ci a bien sûr aussi ses exigences propres.

1.3. Le repérage des modèles à partir d'un enjeu majeur empiriquement identifié . De la notion de « mode de croissance » national à celles de « stratégie de croissance » et de « modèle sociétal »

Une entité politique quelconque n'existe que si elle est reconnue en tant que telles par les autres entités politiques et que si les forces sociales qui la composent renouvellent leur accord (volontaire ou contraint) de vivre ensemble. On peut résumer cela en disant que l'indépendance et l'unité fondent une entité politique, même si l'on observe de nombreux degrés et de nombreuses formes d'indépendance et d'unité. À quelles conditions, un pays parvient à assurer son indépendance et son unité ?

Il lui faut disposer des moyens nécessaires et suffisants de défense, de négociation, de persuasion, de rayonnement, de cohésion et de police nationales, voire d'expansion, etc. Dans le cas contraire, le pays subit plus facilement des interventions, des pressions, voire des contestations externes et des tensions internes qui limitent, voire remettent en cause sa souveraineté et son pacte national.

Pour disposer des moyens nécessaires à sa pérennité, il lui faut donc plus de richesse, c'est-à-dire il faut que sa population se reproduise avec le niveau de vie moyen qu'elle a atteint. avec moins de temps de travail. Dans cette quête, le secteur capitaliste joue depuis deux siècles un rôle essentiel puisqu'il est le seul secteur à ce jour à recéler en lui-même un mécanisme sans fin, sans but et sans pilote de croissance de la productivité, laquelle ne se transforme en revenu national additionnel que pour autant que les marchandises nouvelles produites sont réalisées en valeur, c'est-à-dire effectivement vendues.

Tout pousse donc pour l'instant à faire l'hypothèse raisonnable selon laquelle l'enjeu majeur pour une nation dans un monde dominé par le rapport capital-travail est la croissance du revenu national. Seule l'analyse des trajectoires nationales (selon la « gerpissienne 1 ») confortera ou non cette hypothèse.

Mais d'ores et déjà nous pouvons essayer de voir à partir de ce que nous savons des trajectoires nationales jusqu'où l'hypothèse de la croissance en tant qu'enjeu national majeur pourrait nous mener dans l'exploration des liens macro et micro.

Si donc l'enjeu est la croissance, la première question à se poser (selon la « gerpissienne 2) est : quelles sont les sources de la croissance ?

Les sources de la croissance nationale se ramènent classiquement à trois : l'investissement, la consommation intérieure et l'exportation. Il nous faut probablement en rajouter une quatrième pour couvrir toutes les situations historiques. Cette source, nous

moins dominé, dépendant du premier. Ce n'est qu'en raison de sa domination, que le capitalisme est par extension assimilé à la configuration nationale.

pouvons l'appeler « prédation ». Même si elle est généralement fondée sur la force, elle peut être rendue possible par des mécanismes de marché, comme nous le verrons dans la partie suivante.

L'investissement crée des emplois et des conditions favorables à la production en général. La consommation intérieure incite à investir et permet des économies d'échelle ou des marges grâce à la variété, la qualité ou l'innovation. L'exportation nette procure des revenus supplémentaires utilisables ou redistribuables. L'importation prédatrice apporte elle aussi des revenus supplémentaires mais sous la forme de biens gratuits ou non rémunérés à leurs coûts.

Les pays exploitent tous ces trois ou quatre sources, mais pas dans les mêmes proportions.

Deux raisons à cela : les conditions de possibilités internes et externes ne sont pas les mêmes, et leurs exigences de mise en œuvre peuvent être contradictoires. Une source est donc de fait privilégiée. Elle devient motrice et entraîne les autres selon une séquence qui peut changer dans le temps et ne pas être la même dans les pays ayant le même moteur de croissance.

Une source motrice se reconnaît à l'indexation de fait de la distribution du revenu national à ce qui la rend possible : épargne forcée ou volontaire pour l'investissement, productivité interne pour la consommation, compétitivité externe pour l'exportation, volume de biens gratuits pour la prédation.

Le « choix » d'un moteur de croissance peut être considéré comme une stratégie de croissance. Si nous continuons à suivre la « gerpisienne 2 », nous devons alors nous demander successivement quelles sont les conditions de possibilité et les exigences de mise en œuvre de chacune des quatre stratégies de croissance et quelle est la cohérence des moyens employés par les pays par rapport à la stratégie qui est la leur.

D'ores et déjà, nous voyons que la notion de « mode de croissance » que nous avons construite paraît encore « bricolée ». Elle associe en effet deux aspects, la source de la croissance et la forme de distribution du revenu national (coordonnée, concurrentiel, inégalitaire, pénurique), qui apparaissent ne pas être pour l'instant au même niveau dans le raisonnement.

Nous serons donc probablement amenés à éclater la notion de « mode de croissance » en deux : d'une part la notion de « stratégie de croissance » et d'autre part la notion de « modèle de croissance » ou mieux peut-être de « modèle sociétal ».

Nous savons que la distinction stratégie/modèle a été capitale dans l'étude des modèles productifs. Car deux entreprises peuvent suivre la même stratégie, sans pour autant obtenir les mêmes résultats. Les résultats dépendent, lorsque la stratégie est pertinente dans le contexte, de la cohérence des moyens employés, c'est-à-dire du compromis passé entre acteurs pour mettre en cohérence les moyens. Si nous raisonnons de la même façon pour la croissance nationale, nous pourrions peut-être résoudre certaines difficultés logiques et empiriques que nous avons rencontrées en utilisant la notion de « mode de croissance ».

Nous avons en effet rangé tous les pays qui nous intéressaient dans une case de la typologie des « modes de croissance ». En fait nous avons beaucoup hésité dans certains cas soit parce que le moteur de la croissance n'était pas stable, soit parce que les résultats n'étaient pas là. Nous ne sommes sortis de la difficulté qu'en spécifiant une période, parfois

très courte. Ce qui ne va pas sans poser un problème, puisqu'un « mode de croissance », tel que nous l'avons défini, est censé désigner des caractéristiques structurelles d'un pays au moins en moyenne période.

Dans la deuxième partie, nous présenterons donc les quatre « stratégies de croissance » et les « modèles sociétaux » qui les ont mis et les mettent aujourd'hui en œuvre.